

CE QU'ON NE VOUS A PAS DIT

On ne vous a pas dit que le prélèvement d'organes tels que le cœur, le foie, les poumons, les reins, etc, s'effectue sur une personne dans le coma, soumise à une ventilation artificielle et non sur un mort en état d'arrêt cardio-circulatoire et respiratoire, au sens où nous l'entendons tous.

La personne est incisée avec un bistouri, tandis que son cœur bat, son sang circule, son corps est rose et tiède, elle urine, peut bouger jambes, bras, tronc, etc... Chez les femmes enceintes la grossesse se poursuit.

Il n'est pas vrai qu'on interrompt d'abord la ventilation et qu'ensuite, cœur et respiration arrêtés, on commence le prélèvement; c'est exactement le contraire qui se passe.

Les organes sont enlevés à quelqu'un qui a perdu conscience et dont les réactions à la souffrance provoquée par le prélèvement sont inhibées par des produits paralysants et des anesthésiques.

Prof. Dr. Massimo Bondi, L.D. Pat. Chir. e Prop. Clin. Univ. La Sapienza Rome, chirurgien général et pathologiste général: *"La mort cérébrale est ascientifique, amorphe et asociale"* (Audition de la Commission de la santé 1992).

Dr. David W. Evans, Fellow Commoner of Queens' College Cambridge, cardiologue démissionnaire du Papworth Hospital pour son opposition à la "mort cérébrale": *"Il y a une grande différence entre être vraiment mort et être déclaré cliniquement en mort cérébrale"* (Audition de la Commission de la santé 1992).

Dr. Robert D. Truog, Dr. James C. Fackler, Harvard Medical School Boston: *"il n'est pas possible d'être certain de la cessation irréversible de toutes les fonctions du cerveau avec les moyens cliniques et les instruments actuels. [Critical Care Medicine, n° 12, 1992, "Rethinking Brain Death" (Réflexion critique sur la mort cérébrale)]*.

Prof. Peter Singer, Président de l'Association Internationale de Bioéthique: *"...la mort cérébrale n'est rien d'autre qu'une fiction commode. Elle a été proposée et acceptée parce qu'elle rendait possible la chasse aux organes"*. (Congrès de Cuba 1996).

Dr. Cicero Galli Coimbra, Head of Department neurology and neurosurgery, Univ. Sao Paulo, Brasil: *"...les protocoles de diagnostic pour déclarer la mort cérébrale (test de l'apnée) produisent un effet irréversible sur des patients qui pourraient être sauvés"* (Colloque international Rome 19/2/2009).

**LE DÉBAT SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL EST
BRÛLANT, MAIS EN ITALIE LA CENSURE CONTINUE**

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

La loi n° 91 du 01/04/99, dite du **silence-consentement, promotion des greffes, organisation, financements, export-import** est en vigueur. Elle s'ajoute à la loi 578/93, au décret ministériel 582/94 et au D.M. Turco 11/04/08 qui imposent la notion et déclaration de "mort cérébrale" en six heures pour tous, nouveaux-nés et adultes.

Cette loi prévoit que le Ministre de la Santé promulgue un décret effectif comprenant 10 directives pour le **catalogage des citoyens en donneurs et non-donneurs**: quand et de quelle manière les ASL (Agences Sanitaires Locales) devront envoyer une note complète à chaque citoyen afin qu'il se présente pour déclarer sa volonté. **Ce n'est qu'après cette note** que ceux qui n'auront **pas** répondu à la ASL seront considérés d'office comme des **donneurs**.

ATTENTION! Depuis plus de 11 ans on attend ce décret (art. 5): au lieu de cela, le Ministre a émis un **décret temporaire** – 08/04/2000 – contraire à la loi aussi bien dans l'esprit que dans la lettre, ouvrant la porte à des collectes illégales et abusives auprès des ASL, hôpitaux, dispensaires, associations pro-greffes et listes d'état-civil, sites internet..., puis passées dans la banque de données illégales au Centre Nationale des Transplantations d'organes, dans une absence totale de garanties. Ce qui est très dangereux pour les non-donneurs: nous avons intimé à toutes les ASL, les Ministres de la Santé d'en tenir compte et présenté un recours au TAR (Tribunal Administratif).

DANS L'ATTENTE DU DÉCRET CE SONT DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES QUI SONT EN VIGUEUR

- 1) Droit de la personne à s'opposer au prélèvement d'organes/tissus par une **déclaration autographe**, par exemple la CARTE-VIE que nous avons produite.
- 2) Droit de la famille de présenter une opposition **écrite** pour ceux qui ne se sont pas exprimés. La famille est exclue dans le cas d'une volonté favorable du malade, clairement exprimée. (Attention aux cartes fausses!).
- 3) Sans une forme écrite d'opposition, "il est permis de procéder au prélèvement d'organes et de tissus".

Il est illégal que les médecins demandent à la famille de signer pour une donation, **illégal et immoral** de "donner" à la place de quelqu'un d'autre. **Il est illégal et criminel** d'effectuer un prélèvement d'organes sur un **non-donneur** en feignant de pratiquer une autopsie à cœur battant.

**MÉFIEZ-VOUS DES INSTITUTIONS QUI FONT DE LA
PROPAGANDE POUR ENCOURAGER LES GREFFES**

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE AVEC NOUS

Vouloir l'abrogation de la Loi 578/93 qui impose la déclaration de "mort cérébrale" en présence de circulation sanguine et de cœur qui bat de façon autonome (par lésion cérébrale en 6 heures, par arrêt cardiaque en 20 minutes).

En attendant:

Vouloir une information correcte: ne pas cacher que le prélèvement d'organes est à cœur battant tandis que le prélèvement des tissus peut se faire après arrêt respiratoire et cardio-circulatoire.

Vouloir que dès maintenant soit introduit le droit à l'objection de conscience pour les médecins et les particuliers qui ne croient pas à la mort du cerveau alors que le corps est vivant.

Vouloir l'abrogation de la loi 91/99, dite du silence-consentement, qui exproprie les personnes, et également les différents catalogages illégaux.

Vouloir que le catalogage ne soit admis que pour les donneurs ayant déclaré personnellement à la ASL leur volonté de donner à cœur battant, et que dans tous les cas, on respecte l'opposition de la famille, comme en Angleterre.

Vouloir que les médecins n'arrêtent pas, d'autorité, la ventilation et la vie des **non-donneurs**, faisant ainsi obstacle à la consultation de médecins de confiance et à des thérapies alternatives.

Vouloir que les associations "en faveur de la mort à cœur battant" et "en faveur des prélèvements et greffes" ne pénètrent pas dans les établissements scolaires dans le but de conditionner des enfants et des jeunes sans défense.

Vouloir qu'on ne cache pas la souffrance, les pathologies graves et le taux élevé de mortalité des personnes ayant subi une greffe.

Vouloir qu'on mette fin au business institutionnel de bouche-rie humaine et au commerce d'organes, légal et illégal qui en découle.

3 nouveaux dangers:

1) Enquêtes instrumentales envahissantes et néfastes telles que l'angiographie cérébrale pour chercher des signes de mort et non de vie. 2) prélèvement de certains organes après arrêt cardiaque de 2 à 5 minutes seulement avec anticoagulants administrés d'avance dans un état de vie. 3) proposition de loi pour maintenir en vie les "morts cérébraux" pour des exercices de chirurgie, etc...

**IL EST NÉCESSAIRE DE PROMOUVOIR UN REFERENDUM
POUR ABROGER LA FAUSSE MORT CÉRÉBRALE**